



## Les Régies ultra-marines ont le vent en poupe

Exemples en Guyane (973),  
à l'île de la Réunion (974)  
et en Martinique (972)

### Éditorial

LES « PETITES ASSOCIATIONS » QUI DANS LES QPV, AGISSENT QUOTIDIENNEMENT AUPRÈS DES PERSONNES LES PLUS FRAGILES, NE SONT PAS ÉPARGNÉES PAR LES POLITIQUES DE RIGUEUR NI PAR LA MARCHANDISATION DE LEURS ACTIVITÉS. Cependant, elles contribuent à la création du lien social dans les territoires urbains et ruraux en grandes difficultés qui font l'objet des politiques publiques.

Leurs activités permettent l'accès aux droits, concernant l'emploi, l'éducation, la santé, la culture et les loisirs, aux populations qui le plus souvent en sont exclues. On le constate régulièrement, le dynamisme des actions qu'elles mènent, c'est-à-dire leur capacité d'adaptation et d'innovation, est directement liée à l'implication des bénévoles qui, habitant ces territoires, agissent au plus près des besoins des populations.

Ces associations n'ont-elles pas pour but l'intérêt général et le bien commun ? Elles doivent être reconnues comme les piliers d'un pacte social garanti par l'État (cultures, communs, solidarités), et avoir droit, sans recours aux dispositifs de mise en concurrence, à des subventions de fonctionnement pérennes, pluriannuelles, reconnaissant l'initiative des projets associatifs.

**Clotilde Bréaud,**  
présidente du CNLRQ



• **EN DIRECT DES RÉGIES**  
Paris Saint-Blaise 20° (75) et  
Saint-Joseph de la Réunion (97).

• **ENTRETIEN**  
avec **Jean-Marie Marx,**  
Haut-Commissaire  
aux Compétences et à  
l'Inclusion par l'emploi.



# Création de nouvelles activités : une économie circulaire à l'échelle d'un quartier en chantier

Quoi de plus étonnant qu'une ferme parisienne, qui plus est, souterraine ? C'est pourtant le projet qui se met en place à l'initiative d'un bailleur anticipateur des futures normes 2025 et de la Régie de Quartier de Paris Saint-Blaise Charonne dans le 20<sup>e</sup>.



Lors de la réhabilitation de deux résidences parisiennes, le bailleur, CDC Habitat, élabore une recherche-action autour des impacts du projet d'agriculture urbaine dans les territoires d'habitat social. CDC Habitat, sollicite la Régie de Quartier de Paris Saint-Blaise Charonne et UpCycle, pour créer une micro-ferme urbaine dans les espaces vacants de parking, où seront cultivés des champignons, des endives et des micro-pousses, sur un substrat composé de bio-déchets. UpCycle est une entreprise solidaire, spécialisée en accompagnement et formation sur l'auto-production et l'animation de sites en agriculture cavernicole.

Un circuit ultra-court sera donc mis en place sur le quartier :

De haut en bas : Flore-Anais Brunet, Manuel Cholley, Maximilien Koegler, Guillaume Perraud et Johanna Riedesser.

- La Régie de Quartier informera et sensibilisera sur l'avantage du tri et du compostage, les habitants et les gardiens des résidences. Elle collectera et triera les bio-déchets chez les habitants volontaires, qui alimenteront le composteur industriel électro-mécanique, lequel produira un compost répondant aux normes en vigueur pour être commercialisable.

- Le composteur électro-mécanique, les bacs potagers et les sacs ensemencés fournis par UpCycle seront entretenus par la Régie qui engagera deux salariés pour ce projet.

- La Régie assurera l'exploitation de ces activités d'agriculture urbaine, la vente et la distribution des produits.

faire évoluer les gestes quotidiens vers des pratiques plus en lien avec les problématiques de développement durable actuelles (déchets, gaspillage alimentaire, promotion de la santé nutritionnelle, préservation de la biodiversité, etc.) », affirme Manuel



Schéma d'un circuit court – © UpCycle.



Illustration d'une champignonnière dans un parking – © UpCycle.

## La Régie de Quartier Saint-Blaise Charonne à Paris 20<sup>e</sup> (75), c'est aussi :

- 26 ETP dont 19 en insertion

Activités économiques : • Nettoyage urbain • Entretien de parties communes d'immeubles, de parkings et de bureaux.

Activités de lien social: • Animation d'un lieu ressource La Fabrique Saint-Blaise • Atelier couture • Animations développement durable : information tri déchets, économies d'énergie, préservation biodiversité • Participation aux événements nationaux Développement durable : Semaine européenne de réduction des déchets, Mois de l'ESS... • Participation aux événements de quartier : Showsquare (initiation aux métiers de l'animation pour les jeunes durant les vacances scolaires), fêtes de quartier...

- La production des grands bacs potagers, disséminés dans les résidences, sources de verdure et d'animations pour le quartier (visites, jardinage pédagogique...), sera redistribuée aux habitants par la Régie et celle de la micro-ferme revendue, en partie, aux restaurateurs du quartier, refermant, ainsi le cercle vertueux.

- Manuel Cholley, référent opérationnel du projet à la Régie de Quartier, et les deux salariés seront formés par UpCycle. Une période de mise en pratique de deux ans est prévue.

« L'objectif est de donner une réponse pragmatique aux efforts des habitants et de

Cholley. Guillaume Perraud, directeur de la Régie ajoute « que pour l'ingénierie de cette ambitieuse aventure, l'importance de notre appartenance au réseau des Régies s'est avérée indispensable : en particulier, l'appui de Johanna Riedesser du CNLRQ, pour l'accompagnement aux stratégies de financement et celui de Flore-Anais Brunet de Si T'es Jardin, sur le scénario de mise en œuvre du projet et des animations. C'est ce partenariat riche et divers qui a permis de remporter le prix de l'innovation sociale des ESH (Entreprises sociales de l'habitat). »

Ces cultures souterraines représentent du lien social et une implication des habitants dans une démarche collective. C'est un impact sur le quartier à visée plus large. Cette recherche-action, reproductible, même partiellement, rend compte des objectifs et des urgences contemporaines. ■

# La Régie Territoriale Sud de Saint-Joseph à la Réunion organise un jardin pour tous

**Le jardin Gramoun, qui jouxte la résidence pour personnes âgées « Les Ombrières », est entretenu par la Régie Territoriale Sud de Saint-Joseph grâce à une convention avec la Mairie.**

C'est un terrain de 5000 m<sup>2</sup> situé en plein centre-ville. Sa proximité avec la résidence a permis à la Régie de développer des animations et différentes activités pour que les résidents puissent s'y rencontrer, se détendre et éventuellement jardiner. Dans un petit potager de douze carrés sont cultivés quelques compléments alimentaires : piments, bringelles, christophines, persil, ciboulette, citronnelle et autres herbes aromatiques...

Par ailleurs, sur cet espace, les agents « espaces verts » de la Régie ont réalisé une plate-forme pour pouvoir pratiquer des activités sportives, s'aérer le corps et l'esprit en bavardant sur les bancs attenants, encadrés par le CCAS, partenaire de la Régie.

Tous les trois mois, avec d'autres résidences, la Régie organise des ateliers dans le jardin, aussi bien pour l'apprentissage de certaines techniques de petit bricolage que d'autres plus créatifs et plus ludiques. Les animations avec les élèves de 9-10 ans d'une école voisine ont permis un rapprochement de plusieurs tranches d'âges ; en particulier, cet arbre « intergénérationnel » qui a été réalisé avec les mains des participants trempées dans la peinture : les petites mains des enfants juxtaposées aux mains des adultes représentent

tout un symbole, indépendamment du plaisir de chacun à créer la fresque. D'autres projets sont en cours, en particulier la fabrication d'un composteur avec du bois de palettes dans le cadre de la journée Développement durable. Un coordonnateur-encadrant sera disponible pour en expliquer le fonctionnement.

Toutes ces activités ont pour objectif de renforcer les liens sociaux entre les habitants, de créer une réelle cohésion de groupe, et de favoriser les échanges. Grâce à cet espace de jardin, en grande partie dédié à l'animation intergénérationnelle, en partenariat avec l'OMS et le CCAS de Saint-Joseph, les personnes âgées sortent de leur isolement. ■



Arbre intergénérationnel.



Promenade aménagée dans le jardin.



Espace santé : plateforme et bancs en béton.



Carrés potagers.

**La Régie Territoriale Sud de Saint-Joseph à la Réunion (974), c'est aussi :**

• 20 ETP • 22 salariés • 6 CUI-PEC • 1 adulte-relais • 2 CDDI.

**Activités économiques :** • Nettoyage des locaux, bureaux et parties communes d'immeubles • Second œuvre du bâtiment, entretien des espaces verts • Rénovation chez les particuliers (remplacement de toits oxydés de petites cases) • Avec la CAF : remplacement de baignoires par des douches italiennes pour les personnes âgées.

**Activités de lien social :** • Petits déménagements • Petits bricolages • Espaces verts.

**En lien avec l'OMS et le CCAS :** Animation Ateliers plomberie, électricité, avec un Adulte Relais.



# Les Régies ultra-marines ont le vent en poupe

Exemples en Guyane (973),  
à l'île de la Réunion (974)  
et en Martinique (972)



Réunion, Martinique, Guyane, ces trois territoires d'Outre-Mer ont été confrontés à des problématiques communes : un taux de chômage important, une population jeune, une relative faiblesse du tissu économique local et des offres de formation, et des entraves importantes à la mobilité et ont développé des Régies de Quartier ou de Territoire dynamiques.

Le développement des Régies répond donc à une forte attente des habitants sur les plans économiques et de l'insertion, mais aussi, comme partout ailleurs, dans le domaine du lien social de proximité.

Comme partout également, et avec le soutien du Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ) malgré la distance, les Régies inventent en Outre-Mer des réponses innovantes, adaptées au territoire et aux besoins de ses habitants.

Le CNLRQ mobilise des moyens plus importants pour les accompagner que pour la moyenne des Régies, signe d'une volonté forte de répondre à cette attente des habitants d'Outre-Mer.

En Guyane, les cinq Régies ont développé des activités très diverses, de Cayenne à Saint-Laurent-du-Maroni, et deux nouveaux projets de Régie sont en train d'émerger.

À la Martinique, l'implication des collectivités territoriales aux côtés de la Régie est forte, ce qui lui permet de se développer sur des bases solides.

À la Réunion, les marchés manquent davantage, mais cela n'empêche pas la Régie de Sainte-Clotilde, l'une des plus anciennes Régies de Quartier, de servir d'exemple, puisque plusieurs municipalités réunionnaises ont décidé de se lancer avec le CNLRQ dans d'autres projets de Régie ! ■

# Entretien avec Régis Mitifiot,

vice-président du CNLRQ

## « Une présence constante en Outre-Mer »

Quelle est la dynamique des Régies de La Réunion, de Martinique et de Guyane ? Comment le Réseau entretient-il le lien avec elles ? Les réponses de Régis Mitifiot, vice-président du CNLRQ, qui revient justement d'un séjour en Guyane.



© S. Cardon-CNLRQ

### QUEL EST L'HISTORIQUE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIES EN OUTRE-MER, ET COMMENT LE CNLRQ LES A-T-IL ACCOMPAGNÉES ?

**Régis Mitifiot** : Le CNLRQ est un réseau, et à ce titre la question de l'Outre-Mer a toujours été pour notre Conseil d'administration (CA) un point d'attention, afin d'apporter aux Régies ultra-marines le même niveau d'engagement et d'accompagnement qu'à toutes les Régies. Nous faisons partie des rares réseaux français à avoir cette constance dans notre présence en Outre-Mer, et c'est clairement lié à notre projet politique, qui est de ne pas laisser les périphéries de côté. Conformément à cet état d'esprit, les Régies d'Outre-mer ont toujours été représentées au CA du CNLRQ.

Pour retracer brièvement leur histoire, la première a été lancée au début des années 1990 à la Réunion. Puis la Régie de Kourou, en Guyane, a émergé en 2001, et a été labellisée en 2005. En parallèle, nous avons accompagné la création d'une Régie de Territoire en Martinique. Et à la fin des années 2000, un accompagnement soutenu du réseau en Guyane, avec un poste de chargé de mission dédié au lien entre nous, les associations de préfiguration et les administrations de l'État, a permis qu'il y ait aujourd'hui

cinq Régies labellisées et deux projets en cours sur ce territoire.

### COMMENT PERCEVEZ-VOUS LA DYNAMIQUE ACTUELLE DES RÉGIES ULTRA-MARINES ?

**R. M.** : Elles sont aujourd'hui bien structurées, avec des équipes professionnelles, une gouvernance

*« Les Régies ultramarines sont aujourd'hui bien structurées, avec des projets répondant bien aux problématiques du territoire »*

qui se met en place, et des projets répondant bien aux problématiques du territoire : insertion, mais aussi animation, participation des habitants dans le cadre de la Politique de la Ville, lien social, développement durable... Elles sont actives sur de nombreux métiers, comme les services aux personnes, l'écotourisme ou encore l'agriculture durable. Et elles suivent volontiers les projets proposés par les élus, ce qui en fait des partenaires appréciés.

Notre travail, au CNLRQ, est de les accompagner dans leur développement, la formation des personnels, des salariés en insertion, ou encore dans la structuration

de leur réseau. La dynamique est bonne, plusieurs projets de nouvelle Régies se dessinent avec le soutien des partenaires sur les territoires, et notre enjeu est d'accompagner ce mouvement pour que se créent des Régies là où existe un besoin, et sur un modèle adapté, soit une Régie de Quartier, soit une Régie de Territoire.

### COMMENT PARVENEZ-VOUS À ACCOMPAGNER CES RÉGIES MALGRÉ LA DISTANCE ?

**R. M.** : Il s'agit d'avoir le même niveau d'exigence pour toutes les Régies souhaitant être labellisées. Bien sûr, nous utilisons l'Intranet du Réseau et d'autres outils numériques pour maintenir le lien à distance. Mais nous devons aussi aller sur place, et leurs dirigeants, salariés et bénévoles doivent aussi venir se former régulièrement en Métropole. Cela représente un coût, et il est donc important pour nous d'avoir des financements du secrétariat d'État à l'Outre-mer et des institutions sur place. ■



Les Régies ultra-marines ont le vent en poupe

# Guyane : des Régies ancrées sur leur territoire

**Les cinq Régies de Guyane se développent régulièrement malgré la faiblesse du tissu économique local, et cela grâce à la qualité de leur travail et de leur ancrage sur leur territoire, à la confiance de leurs partenaires, et au soutien du CNLRQ, le réseau national des Régies de Quartier.**



Inauguration d'une bibliothèque en libre service au quartier Mont-Lucas.

Aujourd'hui, la Guyane est le plus dynamique des territoires d'Outre-Mer en termes de développement des Régies. Malgré une faible densité démographique, avec 269 352 habitants en 2016 sur 83 856 km<sup>2</sup>, elle compte cinq Régies de Quartier ou de Territoire. À l'est, se trouvent Rémire-Monjoly (labellisée en 2010), Cayenne et Macouria (2018) ; à quelques kilomètres de là, la plus ancienne des Régies de Guyane, la Régie Papakaï à Kourou (2005) ; et, de l'autre côté, à l'ouest, Saint-Laurent-du-Maroni (2007), avec 42 salariés en

équivalent temps plein. Deux Régies sont aussi en projet, à Matoury, près de Cayenne, et Mana, à l'ouest.

Les activités de ces Régies de Quartier ou de Territoire sont extrêmement variées, car leur point fort est de monter des projets adaptés à leur environnement et aux besoins des habitants : espaces verts, nettoyage et second-œuvre du bâtiment, bien sûr, comme beaucoup de Régies, mais aussi services liés aux déplacements – auto-école sociale, projets de garage solidaire, de location de vélos ou de véhicules, de transport collectif de personnes, etc.), éco-tourisme, agriculture, animations de quartier...

## Des liens forts avec le CNLRQ

Ces Régies, très actives sur un territoire peu doté en entreprises et manquant de structures d'insertion, bénéficient d'un soutien fort des communes et agglomérations, de la collectivité territoriale unique (qui assure les missions à la fois d'une région et d'un département), des bailleurs sociaux, et des services de l'État. Elles sont reconnues pour la qualité de leurs projets de création

d'emplois et d'insertion par l'activité économique, projets qui permettent de développer concomitamment le lien social et les compétences des habitants.

Leur dynamisme s'explique aussi par l'appui du Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ), présent depuis longtemps à leurs côtés. « C'est un grand soutien pour notre Régie de Territoire, affirme Sonia Manai, directrice de Macouria. Nous les contactons régulièrement pour nous accompagner dans le développement et la pérennisation de nos actions, qu'elles soient d'ordre social ou économique. Par exemple, Julien nous accompagne dans le montage d'un ACI complémentaire à notre entreprise d'insertion ; Émilie nous aide pour obtenir une veille sur des subventions en cours ; Passag/e/s accompagne la professionnalisation de nos salariés. »

Parmi les projets attendus par les Régies de Guyane, est souvent cité celui d'une session de formation sur place au CQP Agent d'entretien et de proximité, titre professionnalisant de 112 heures créé par le CNLRQ. Ce serait la première session organisée hors-Métropole.

Le CNLRQ accompagne aussi les Régies pour qu'elles organisent une représentation commune auprès des partenaires : Direccte (équivalent de la Direccte), Collectivité territoriale de Guyane, Ville de Cayenne, APEIG, Pôle Emploi, CGET, et bientôt peut-être la Chambre régionale de l'économie sociale. « Cela pourrait à terme aboutir à la mise en place d'un délégué régional, explique le directeur de Cayenne, Yahya Daoudi. Nous sommes cinq Régies en Guyane, bientôt sept, la nomination d'un délégué régional, chargé de faire le lien entre le réseau national et les acteurs du territoire en Guyane, permettra de renforcer le réseau et la place du CNLRQ ici. » Actuellement, les Régies fonctionnent ensemble en collectif, se répartissent les représentations auprès des partenaires, et coopèrent entre elles sur de nombreux sujets.

Réalisation d'une fresque lors de la réhabilitation du terrain sportif du village chinois.



### ► Innover pour développer

Côté développement, l'enjeu actuel des Régies est de créer plus d'activités, pour proposer plus de parcours d'insertion, tout en répondant à des besoins non pourvus, avec toute la créativité nécessaire.

Exemple à Kourou : la Guyane important huit fois plus de miel qu'elle n'en produit, la Régie Papanai a lancé un chantier d'insertion intégrant une initiation aux métiers de l'apiculture et de l'agriculture, et un volet sur la prévention environnementale. Et pour toucher davantage de personnes que les seuls salariés en insertion, elle offre aux habitants un accompagnement social du lundi au mercredi et le vendredi : logement, santé, recherche d'emploi, remise de paniers alimentaires en partenariat avec une grande surface, mobilité, aide aux devoirs et cours de français, accès à la retraite, démarches administratives... « Nous sommes à un flux d'accompagnement de 25 personnes par jour, soit plus de 5 000 interventions par an », indique le directeur, Jefrado Amalensi.

La Régie de Cayenne, elle, mène des chantiers de peinture, gère un composteur dans la cité Mont-Lucas, produit le journal Bouge ta ville... « Mais pour nos salariés, l'action la plus emblématique est le Mayouri, explique Yahya Daoudi. Ce mot amérindien exprime la solidarité pour faire un travail déterminé en commun. L'équipe des actions de proximité en organise régulièrement avec les habitants, par exemple pour embellir une place et réduire ainsi les amoncellements de déchets, en lien avec les équipes de la Régie. Ces actions peuvent être intégrées à la Gestion urbaine de proximité, et soutenues par la Ville. »

**« Pour nos salariés, l'action la plus emblématique est le Mayouri, un mot amérindien qui exprime la solidarité pour faire un travail déterminé en commun. »**

À Saint-Laurent-du-Maroni, la Ville a demandé à la Régie de construire des carabes numériques, structures le plus souvent en bois, à la fois abris connectés à Internet et lieux de socialisation. La directrice, Claudia Venoval, souligne l'importance des actions de médiation sociale : « Il y a beaucoup d'incivisme sur notre commune, avec une fracture sociale importante et beaucoup d'ethnies différentes qui ont du mal à vivre ensemble. Il est donc important de créer du lien social par nos actions. » Dans ce domaine, la Régie de Macouria mise sur son auto-école sociale et solidaire : « Macouria est trois fois et demie plus grand que Paris, pour environ 15 000 habitants, explique sa directrice, Sonia Manai. Le quartier de Tonate se situe par exemple à 15 km du quartier de Soula, où vivent une majorité de Macouriens, et le bassin d'emploi est centré sur Cayenne, à 25 km de Soula. Or, les transports en commun sont peu structurés, et de nombreuses personnes ont quitté le système scolaire prématurément ou sont issues d'un pays limitrophe et maîtrisent mal



Mayouri de nettoyage au village chinois.



Réunion en Guyane avec les directrices et directeurs des Régies guyanaises et les représentants du CNLRQ.

le français. Nous leur proposons donc des cours adaptés pour leur permettre de passer le code et le permis de conduire. »

Ces problématiques de mobilité et d'intégration sont communes à la plupart des Régies guyanaises, comme l'est l'intégration des habitants à la gouvernance, encore inégale selon les Régies. « Notre travail est reconnu mais peu de gens décident encore de s'engager, résume Pierre Maitrel, directeur de la Régie de Rémire-Monjoly. Nous travaillons activement sur ce sujet en valorisant le travail de nos bénévoles, en proposant des projets ambitieux qui permettront d'en attirer de nouveaux, et en multipliant nos actions de proximité : repas entre habitants, aménagements collectifs d'espaces, etc. » Autant d'initiatives à mener pour déployer pleinement le potentiel des Régies en Guyane. ■



Réhabilitation du terrain sportif au village chinois.



Les Régies ultra-marines ont le vent en poupe

# La Réunion : un exemple inspirant

La Réunion compte deux Régies, à Sainte-Clotilde et à Saint-Joseph, et trois municipalités ont sollicité le CNLRQ pour créer une Régie sur leur territoire. Ici comme ailleurs, la question-clé est celle des marchés d'insertion permettant de porter le projet de Régies.



Une partie de l'équipe.

La Régie de Quartier Lantouraz (Vivre ensemble) à Sainte-Clotilde, quartier de Saint-Denis, est l'une des plus anciennes des 140 Régies de Quartier et de Territoire actuelles. Elle est née après les émeutes de 1991 dans le quartier du Chaudron. Suite à ces événements nourris par le mécontentement de la

population, la Ville et des habitants se sont réunis pour trouver des solutions. « En 1992, il existait encore peu de Régies, et peu de recul sur leur fonctionnement, mais l'idée est née des échanges avec la population en bas d'immeubles », explique Jean-Pierre Rougemont, directeur de la Régie de Quartier Lantouraz. L'étude de préfiguration a été menée, et la Régie est née en 1992 avec comme partenaires la Mairie de Saint-Denis et le bailleur social SHLMR.

**« À La Réunion, le taux de chômage des jeunes atteint 40%. »**

La Régie intervient aujourd'hui prioritairement sur le secteur du Chaudron-Sainte-Clotilde, mais aussi sur l'ensemble de la capitale réunionnaise. Ses métiers : second œuvre du bâtiment, espaces verts, petits travaux d'égavage, ouvertures de portes et petits bricolages à prix très raisonnables, etc.

Sur le plan social, au-delà de l'insertion par l'activité économique, la Régie propose notamment de l'aide à la rédaction de CV, de l'accompagnement sur Internet, mais aussi des animations de quartier. « Nous créons beaucoup de lien social sur le secteur, indique Dominique Minatchy, la Responsable administrative et du Pôle social de la Régie. Nous avons aussi travaillé avec des structures comme le Département des Affaires familiales, pour des services aux personnes sous tutelle. Nous arrivons à maintenir l'emploi et l'équilibre financier de la Régie, mais nous avons encore un potentiel important d'insertion pour lequel nous aurions besoin de davantage de marchés. Nous répondons donc aux appels d'offres des collectivités et des bailleurs, leur proposons d'autres activités, et prospectons aussi dans le privé. »

Sur 15 salariés de la Régie, quatre sont en insertion, un chiffre qui peut monter jusqu'à 15 en fonction des marchés obtenus.

Parmi les permanents, plusieurs anciens salariés en insertion pérennisés peuvent former les nouveaux venus.

## Un exemple pour d'autres communes

La Régie joue un rôle important sur l'île, pour les habitants de Saint-Denis, mais aussi parce qu'elle inspire d'autres projets. Trois villes, la Possession, Le Tampon et Saint-Benoît, ont fait un courrier officiel au CNLRQ, qui devrait lancer l'accompagnement pour la constitution de nouvelles Régies. « L'équipe à la tête de notre municipalité est issue d'un mouvement citoyen, indique Gilles Hubert, premier adjoint de La Possession, et la citoyenneté est un pilier central de notre politique. Nous avons créé une Maison des associations, dynamisé le milieu associatif, et il nous a paru très judicieux de relancer l'idée d'une Régie de Quartier, notamment pour une action ciblée sur l'entretien des espaces verts et des espaces autour des immeubles collectifs. » La municipalité prévoit que, si ce travail est réalisé par les habitants du quartier, il sera davantage respecté. « C'est aussi donner l'occasion à des jeunes du quartier d'accéder à l'emploi, précise Gilles Hubert, ce qui est important car, à La Réunion, le taux de chômage des jeunes atteint 40%. » ■



Entretien de la voirie et des espaces verts.







# Martinique : une talentueuse adaptation !

**La Régie de Territoire Acision Services, en Martinique, est née de la relance d'une Régie de Quartier sur un territoire élargi. Grâce à son sens de l'initiative et à des partenariats forts, elle développe de nombreux projets.**

**E**n 2010, les habitants ont souhaité lancer un projet de Régie de Territoire, après une première expérience de Régie de Quartier ayant échoué. « Les élus de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, la Cacem, ont préféré une nouvelle entité, pour qu'elle soit réellement associée aux quatre communes de l'Agglo, précise le président de la Régie, Jean-Luc Danglades. Les quatre maires réunis ont donné leur accord, et c'est ainsi que la nouvelle Régie de Territoire préfigurée en 2013 a été labellisée en 2014. »

L'objectif de la Cacem était aussi d'être davantage reconnue par les habitants du territoire de l'Agglo grâce aux liens tissés avec eux par la Régie. « Quand la Cacem fait intervenir des entreprises, les jeunes des quartiers considèrent que celles-ci prennent leur travail, indique Jean-Luc Danglades. Sur les marchés à charge, la Régie embauche les gens des quartiers. Nous faisons ainsi le lien entre la Cacem et les habitants, pour favoriser l'esprit communautaire dans la proximité. »

## En perpétuel mouvement

Une première convention pluriannuelle entre la Cacem et la Régie est signée en 2012, puis une seconde Convention-Cadre, sur 2017-2019, plus opérationnelle. Elle prévoit un soutien financier, des missions, des marchés, des actions d'insertion à travers le PLIE communautaire.

Autres partenaires importants, les trois bailleurs sociaux, dont deux siègent au conseil d'administration de la Régie aux côtés d'élus des collectivités, de socioprofessionnels, (travailleurs sociaux et chargés d'insertion), d'associations de quartiers, et d'habitants toujours très impliqués dans les projets.

La Régie travaille également avec la Direction Politique de la Ville en Préfecture, et avec la Ville de Fort-de-France à travers des prestations techniques, marchés d'insertion et conventions de travaux dans les QPV, les délaissés urbains ou les cimetières.

En partenariat avec la Banque alimentaire de la Martinique, la Régie a créé son propre concept de Relais Social de Proximité, assurant tant la remise de colis à des familles en difficulté, qu'une action en relais des services sociaux des CCAS et de la Collectivité Territoriale Martinique, avec un accompagnement social sous agréments DJSCS et Dieccte : ateliers parentalité, gestion budgétaire, estime de soi, et santé.



Action « Arbre de Noël » financé par le Fond de Participation des Habitants.

Mais, vu les difficultés économiques des collectivités locales et bailleurs sociaux, la Régie vise une quasi autosuffisance, avec la distribution équitable et solidaire de produits agricoles. « Nous travaillons à la production de notre propre infusion Ti-diTé à base de plantes locales », ajoute la directrice de la Régie, Emmanuelle Gau.

**« La Régie sait créer les opportunités et développer les partenariats nécessaires à son projet associatif. »**

Ce projet s'inscrit dans le déploiement du jardin de plantes médicinales endémiques, qui a une vocation pédagogique et développe le lien social. Ouvert à tous, il accueille aussi les écoles, pour l'éducation à la santé et la promotion de l'alimentation par des produits sains locaux. De fait, la Régie a distribué sur trois ans 935 cabas offerts aux élèves par le biais d'un cofinancement et sous agrément de l'Académie, avec aussi l'appui du CGET, de l'ARS, de la Ville de Fort-de-France, et d'associations partenaires.

La Régie de Territoire Centre Martinique sait créer les opportunités et développer les partenariats nécessaires à son projet associatif et le déployer sur l'ensemble du Territoire, du nord au sud. ■



Vente de produits issus de l'agriculture locale en « pannié péyi » et lots séchés sur « Salon ».



Désencombrement des délaissés urbains.



## Des Régies de Quartier en Algérie : une réalité possible à échéance 2019



Quartier Khenchela.

La République Algérienne et l'Union Européenne ont signé en 2012 une convention visant à la réalisation d'un Programme Appui Jeunesse Emploi (PAJE) d'appui au développement et à la mise en œuvre des politiques nationales de la jeunesse et de l'employabilité des jeunes. Ce programme s'inscrit dans un cadre plus large lancé par l'Algérie dont l'objectif est de développer le secteur de l'Économie Sociale, Solidaire et Innovante. À l'intérieur de ce programme figure l'objectif de créer deux Régies de Quartier. À cet effet, un séminaire de lancement avait été organisé

à Alger en avril 2018 auquel avait participé Zinn-Din Boukhénaïssi, ancien délégué général du CNLRQ, qui avait présenté le dispositif Régie de Quartier devant un ensemble d'acteurs publics algériens. À titre expérimental, ce sont deux communes de l'Est algérien qui ont été choisies par les autorités algériennes pour initier les premières Régies de Quartier : Annaba – ville côtière densément peuplée – et Khenchela – ville « rurale » de 110 000 habitants insérée au cœur des Aurès.

Entre décembre 2018 et juin 2019, plusieurs séances de travail ont été organisées sur ces deux communes en présence d'élus locaux, de représentants d'administrations déconcentrées et de membres issus de la société civile, en particulier des habitants et des représentants associatifs des quartiers concernés. Trois thématiques ont fait l'objet de nombreuses séquences de travail qui ont permis de mobiliser les équipes projets locales en dehors de la présence de Zinn-Din : la détermination du territoire pertinent, la gouvernance et le modèle économique.

Cet accompagnement a été réalisé avec le soutien d'un expert algérien du développement local sur chaque site. *In fine*, deux Régies de Quartier ont été créées juridiquement sous forme associative. Elles regroupent toutes deux des habitants et des acteurs publics dans leur conseil d'administration. Et elles centrent toutes deux leurs activités sur la gestion urbaine de proximité (collecte des déchets et entretien des espaces extérieurs) et la maintenance immobilière. Rendez-vous en septembre 2019 à Annaba et à Khenchela pour les premières contractualisations avec les donneurs d'ordres. Et fin 2019 pour de nouvelles expérimentations sur d'autres communes algériennes !



Les créateurs, Zinn Din Boukhénaïssi, à droite.



Annaba Réunion pour designation Bureau.



Vieille ville Annaba.

SERQ

SERQ Syndicat des employeurs Régies de Quartier

Depuis le dernier Info-Réseau...

... la boîte à outils du SERQ s'est enrichie :

- d'un info SERQ relatif aux actualités légales et conventionnelles (OPCO, etc.)
- d'informations relatives au 100% Santé

Pour plus d'informations : [www.serq.fr](http://www.serq.fr)



## Les rendez-vous des Régies

### ◆ LE CNLRQ A DÉMÉNAGÉ : 144, boulevard de la Villette - 75019 Paris

#### ◆ FORMATIONS CNLRQ À PARIS (75) SAUF INDICATION CONTRAIRE

- **Nouvelles directrices, nouveaux directeurs**
  - Module 1 : 9 et 10 septembre 2019
  - Module 2 : 14, 15 et 16 octobre 2019, à la Régie de Quartier de Cholet (49)
- **Formation administratrices - administrateurs de Régies de Quartier ou de Régies de Territoire**
  - Module 1 : 20 et 21 septembre 2019
  - Module 2 : 25, 26 et 27 octobre 2019
- **Formation directrices - directeurs**
  - 2 octobre 2019
- **Accueillir un nouveau salarié, accompagnement au tutorat**
  - 7 et 8 octobre 2019
- **Culture numérique**
  - 8 et 9 octobre 2019
- **Gestion des Recycleries**
  - 14 et 15 octobre 2019
- **BP analytique**
  - Module 1 : 23 et 24 octobre 2019
  - Module 2 : 29 novembre 2019
- **Fiscalité des activités des Régies de Quartier et Régies de Territoire**
  - 12 et 13 novembre 2019
- **Médiation - méthodes et outils**
  - 14 et 15 novembre 2019
- **Formation directrices - directeurs**
  - 20 novembre 2019
- **Culture numérique**
  - 25 et 26 novembre 2019
- **Démarches participatives**
  - 2 et 3 décembre 2019
- **Échanges de pratiques DD/DS**
  - 4 décembre 2019

#### ◆ FORMATIONS DU PROJET DE BRANCHE DU CNLRQ À PARIS (75)

- **Mieux travailler ensemble dans un contexte interculturel**
  - 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2019
- **Prévenir et gérer les situations d'agressivité**
  - 16 et 17 septembre 2019
- **Secrétaire et Assistant-e dans une Régie : organiser efficacement son travail**
  - 3 et 4 octobre 2019
- **Positionnement chef d'équipe : encadrer et animer une équipe**
  - 14 et 15 octobre 2019
- **Oser prendre la parole en public**
  - 18 et 19 novembre 2019
- **Savoir se positionner professionnellement - Les attitudes de service**
  - 9 décembre 2019

#### ◆ FORMATIONS RÉSERVÉES AUX ADHÉRENTS DE SI T'ES JARDIN

- **Espaces verts comestibles**
  - 12 et 13 septembre 2019, au CNLRQ à Paris (75)

#### ◆ STAGES ACTEURS

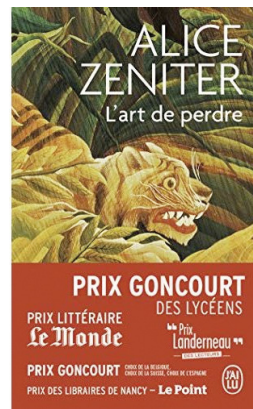
- **Cycle III**
  - Module 1 : 26, 27 et 28 septembre 2019, à Grande-Synthe (59)
  - Module 2 : 24, 25 et 26 octobre 2019, à Arles (13)
- **Cycle IV**
  - Module 1 : 7, 8 et 9 novembre 2019, à Troyes Régie services (10)
  - Module 2 : 5, 6 et 7 décembre 2019, à Chambéry Régie Plus (73)

### ◆ La série guyanaise

de Colin Niel, Éditions du Rouergue, 2018

Le capitaine Anato est né en Guyane et a grandi en région parisienne. Il est muté dans son département natal. Il part à la recherche de ses origines et découvre le monde des Noirs-Marrons, ces descendants d'esclaves qui ont conquis leur liberté, réfugiés dans l'immense forêt amazonienne. En marge de chaque enquête, c'est une Guyane aux mille facettes et dont l'histoire nous est rappelée, que l'on découvre à travers ce personnage récurrent.

Cette édition intégrale rassemble *Les Hamacs de carton*, *Ce qui reste en forêt* et *Obia*.



### ◆ L'art de perdre

de Alice Zeniter, Éditions Gallimard, 2018

L'Algérie, dont est originaire sa famille, n'a longtemps été pour Naïma qu'une toile de fond sans grand intérêt. Pourtant, dans une société française traversée par les questions identitaires, tout semble vouloir la renvoyer à ses origines. Mais quel lien pourrait-elle avoir avec une histoire familiale qui jamais ne lui a été racontée ? Son

grand-père Ali, un montagnard kabyle, est mort avant qu'elle ait pu lui demander pourquoi l'Histoire avait fait de lui un « harki ». Comment faire ressurgir un pays du silence ? Dans une fresque romanesque puissante et audacieuse, Alice Zeniter raconte le destin, entre la France et l'Algérie, des générations successives d'une famille prisonnière d'un passé tenace. Mais ce livre est aussi un grand roman sur la liberté d'être soi, au-delà des héritages et des injonctions intimes ou sociales.

Ce roman existe aussi en version audio aux Éditions Gallimard, Écoutez lire.

## INFO-RÉSEAU

**Directrice de la publication**  
Clotilde Bréaud

**Comité de rédaction et rédaction**

Clotilde Bréaud, Marie-France Chamekh, Tarek Daher, Julien Daniel, Carole Ferrini, Céline Goyet, Marie Inapogui, Amara Nait-Amer, Nicole Picquart, Émilie Scoccimarro

**Journaliste** : Dante Sanjurjo

**Secrétariat de rédaction et rédaction**

Sandrine Cardon

**Illustrations**

Albert

**Maquette**

Laurence Rimbart

**Imprimeur**

LFT, Gennevilliers

**Numéro de dépôt légal**

91/0322

**Abonnement**

12,20 euros

(3 numéros)

**Comité National de Liaison**

**des Régies de Quartier**

144, boulevard de la Villette

75019 Paris

accueil@cnlrq.org

www.regiedequartier.org

**Cette publication**

**a bénéficié du soutien**

- du FSE, Fonds social européen,

- de la DGEFP, Délégation

générale à l'emploi et à la

formation professionnelle,

- de la DGCS, Direction générale

de la Cohésion Sociale.





## Entretien avec Jean-Marie Marx,

Haut-Commissaire aux Compétences  
et à l'Inclusion par l'emploi

# « Les Régies sont des ensembliers »

**LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES POUR L'ACCÈS À L'EMPLOI REPRÉSENTE UN ENJEU MAJEUR POUR LES TERRITOIRES ULTRA-MARINS. QUELLES SONT LES SPÉCIFICITÉS DE CES TERRITOIRES ?**

**Jean-Marie Marx :** Ils ont un taux de chômage et un taux d'illettrisme plus élevés, plus de difficultés à accéder aux compétences numériques, plus de chômage longue durée... D'un autre côté, les entreprises recherchent des compétences qu'elles peinent à trouver. Contribuer à résorber ce déséquilibre est justement la vocation du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), piloté par le ministère du Travail. 7,8% de ses moyens sont destinés à l'Outre-Mer, qui ne représente que 3,3% de la population.

Pour résumer, le PIC a trois objectifs principaux : former un million de demandeurs d'emploi et un million de jeunes éloignés du marché du travail, répondre aux besoins des métiers en tension, et contribuer à la transformation des compétences dans une période marquée par les transitions écologique et numérique.

**LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ONT-ILS PLUS DIFFICILEMENT ACCÈS À LA FORMATION ?**

**J.-M.M. :** Oui, il y a souvent des difficultés d'accès à la formation. En Guyane par exemple, elle est concentrée sur Cayenne, un peu sur Kourou, et on ne trouve quasiment pas de formation sur Saint-Laurent-du-Maroni, à l'ouest, alors que sa population croît de 10% par an. Un autre enjeu est celui de la transformation de l'offre de formation, avec davantage de mises en situation de travail, pour sortir du format salle de classe pour les publics auxquels cela ne convient pas. C'est en cours, et le PIC, qui va se déployer sur quatre ans, est là pour donner de la visibilité à ce type de formations.

**COMMENT EST ENVISAGÉE LA DÉCLINAISON RÉGIONALE EN OUTRE-MER DU PIC ET DU PACTE ULTRA-MARIN, POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOIS ?**

**J.-M.M. :** Le PIC est doté de 15 milliards d'euros, dont la moitié fait l'objet de pactes régionaux déjà signés pour la Guyane, la Réunion et Mayotte – les autres vont suivre –, et s'inscrivent dans les plans de convergence territoriaux. Cela représente 253 M€ à la Réunion, 89 M€ en Guadeloupe, 69 M€ en Martinique, 67 M€ en Guyane, et 21 M€ à Mayotte. Soit plus de 500 M€ sur 6,5 milliards de crédits consacrés dans le PIC aux pactes régionaux

sur 2019-2022, avec un engagement des collectivités en face qui doit être équivalent. La discussion sur le contenu des pactes permet d'adapter l'offre de formation aux territoires, par exemple en mettant l'accent sur la lutte contre l'illettrisme ou la fracture numérique, ou en augmentant la part d'ingénierie. Pour l'Hexagone, 7% du budget est consacré à cette ingénierie ; en Outre-Mer, nous l'avons fait monter à 18% notamment en raison des contraintes de mobilité.

**DANS LE CONTEXTE PARTICULIER DE L'OUTRE-MER, COMMENT PERCEVEZ-VOUS L'APPORT SPÉCIFIQUE DES RÉGIES DE QUARTIER ?**

**J.-M.M. :** Les Régies savent s'adapter, et nous sommes convaincus qu'elles représentent une bonne solution pour certains territoires. Ce sont des ensembliers, qui construisent des parcours, avec un investissement important en formation, en accompagnement social, en temps passé aux côtés des personnes en insertion. Cela permet de construire des parcours correspondant aux personnes.

Plus généralement, les Régies savent adapter leur action aux besoins locaux grâce à leur souplesse d'organisation, à leur capacité d'innovation, et aux partenariats qu'elles sont capables de développer. ■